



FRANCE HORIZON

DIRECTION NATIONALE

Actualisation de la dotation globale commune (DGC) d'un CPOM AHI

L'arrêt du Conseil d'Etat du 31 décembre 2019 a rejeté les requêtes en annulation de l'arrêt du 2 mai 2018 fixant les tarifs plafonds nationaux. Cela ne surprend pas France-Horizon pour qui cet arrêt d'application des articles R.314-33-1 et R.314-150 du CASF n'était pas contestable (Cf. Article de Jean-Pierre HARDY : « La réforme de la tarification et de la contractualisation dans les CHRS et les CADA »). Les recours contre l'arrêt ministériel 2019 devraient connaître le même sort.

Des moyens proposés par France-Horizon n'ont pas été soulevés dans les requêtes. En effet, dans les arrêtés ministériels de mai 2018 et mai 2019 fixant le mode de calcul des tarifs nationaux plafonnés, la notion de « recettes en atténuation » n'a aucune base réglementaire, comptable et budgétaire à la différence des groupes fonctionnels et des comptes de la nomenclature comptable. Seules les participations des résidents pourraient être prises en compte, mais pas les autres produits des groupes fonctionnels 2 et 3 des produits, puisque ces derniers compensent des charges. Il y a aujourd'hui « double peine » avec la prise en compte de tous les groupes fonctionnels 2 et 3 des produits pour baisser la DGF, et prise en compte de toutes les charges brutes (et non nettes) dans le calcul des tarifs plafonds, qui sont des tarifs moyens nets, entraînant une baisse de la DGF.

Par contre les circulaires d'application qui n'ont pas été attaquées comportaient quelques vices substantiels :

- Rupture d'égalité de traitement dans la reprise des excédents entre CHRS au-dessous et CHRS au-dessus des tarifs plafonnés ;
- Déconstruction et recomposition dans les CHRS « pluri-GHAM » des dépenses par GHAM, alors qu'une présentation et une approbation des dépenses nettes par GHAM n'a aucune base réglementaire. Cette ventilation est faite en se basant sur quelques pourcentages donnés dans un exemple dans les circulaires et en invitant à contacter le ministère pour avoir des clefs de répartitions pour les autres combinaisons entre les différentes GHAM et les différentes capacités dans les GHAM. Or, il y a théoriquement plusieurs centaines de combinaisons et d'équations tarifaires qui auraient dû être publiées par arrêté ministériel pour être opposables.

Compte tenu de l'arrêt du Conseil d'Etat, nos fédérations devraient se recentrer sur des demandes de revalorisation des tarifs plafonnés (prise en compte de l'inflation prix-salaire) et un alignement comme dans les ESAT ou les EHPAD au niveau des tarifs plafonnés sur l'avant-dernier décile ou sur le deuxième quartile

L'arrêté du 25 avril 2019 renvoie l'actualisation de la DGC d'un CPOM AHI sur l'un des formules de l'article R.314-40 du CASF.

Article R314-40

Les éléments pluriannuels du budget sont fixés dans le cadre, soit du contrat pluriannuel prévu à l'article L. 313-11, au IV ter de l'article L. 313-12 et à l'article L. 313-12-2, soit de la convention pluriannuelle mentionnée au I de l'article L. 313-12.

Le contrat ou la convention comportent alors un volet financier qui fixe, par groupes fonctionnels ou par section tarifaire selon la catégorie d'établissement ou de service, et pour la durée de la convention, les modalités de fixation annuelle de la tarification.

Ces modalités peuvent consister :

1° Soit en l'application directe à l'établissement ou au service du **taux d'actualisation des dotations régionales limitatives** mentionnées aux articles L. 314-3, L. 314-3-2 et L. 314-4 ou d'un objectif annuel ou pluriannuel d'évolution des dépenses délibéré par la collectivité départementale mentionnée à l'article L. 313-8 ;

2° Soit en l'application d'une formule fixe d'actualisation ou de revalorisation ;

3° Soit en la conclusion d'avenants annuels d'actualisation ou de revalorisation ;

4° Soit en **l'application d'une équation tarifaire, d'un tarif plafond** ou d'un algorithme.

L'actualisation des DGC d'un CPOM AHI relève du 4° de cet article R.314-40 puisque la tarification est fondée sur des équations tarifaires dont les calculs sont actuellement opérés sur la base de tarifs moyens nationaux plafonnés ministériels.

En 2020 comme depuis plusieurs années (décennies pour les pensions de famille) ces tarifs sont :

- CADA : [19,50€ * nombre de places * 365 jours]
- CPH : [25€ * nombre de places * 365 jours]
- Pension de famille : [16€ * nombre de places * 365 jours]
- HUDA hors Ile de France 16,38 € par place et par jour
- CAES hors Ile de France 25€ par place et par jour
- CHRS :
[Tarif annuel national de la ou les GHAM * par les places de la ou les GHAM]

Ces équations tarifaires dans les CHRS permettent d'obtenir des DGC de référence (DGC « base zéro » ou DGCBZ) permettant une comparaison avec la DGC 2019 ou de la somme des DGF avant CPOM, et ce, hors reprise éventuelle des résultats.

Si la DGC 2019 est supérieure à la DGCBZ, il y a convergence tarifaire vers cette DGCBZ en application des arrêtés ministériels annuels.

Si la DGC 2019 est inférieure à la DGCBZ, il doit y avoir convergence positive vers cette DGCBZ.

La partie relative au diagnostic partagé du CPOM doit prendre acte du positionnement des CHRS par rapport au BGCBZ

Ce taux positif de convergence peut être celui de la dotation régionale limitative(DRL). Certes dans les CHRS, les DRL peuvent être négatives s'il y a régionalement beaucoup de CHRS « sur-dotés » au regard des tarifs nationaux plafonnés sur des moyennes, hors reprises éventuelles des résultats. Aussi, après récupération de ces « sur-dotations », un taux positif pour les CHRS « sous dotés » peut être fixé dans le rapport d'orientation budgétaire régional.

Comme le souligne le Sénat dans son rapport d'information n°614 sur le financement public des opérateurs de l'hébergement d'urgence en date du 26 juin 2019 (page 56) :

« En outre, la démarche de convergence tarifaire a également eu un impact sur les CHRS qui se trouvaient en-dessous des tarifs plafonds, ce qui a été source d'incompréhension pour les gestionnaires. Auditionné par la commission des finances du Sénat le 3 juin 2019, le ministre chargé de la ville et du logement a indiqué que les instructions transmises aux services de l'État n'avaient pas été correctement mises en œuvre et que, dans certains territoires, tous les CHRS ont été affectés et pas seulement ceux qui dépassaient le tarif plafond ».

Il ne doit donc pas y avoir de diminution des moyens pour les CHRS « sous dotés » au regard de la DGCBZ.

Les DGF des CHRS et CHRSisables de France-Horizon en 2019 sur la France métropolitaine s'élèvent à 11.320K€ alors que sa DGCBZ 2019 est à 13.500 K €